

Romano Prodi, réconciliateur de l'Italie

DANS son bureau du palais Chigi, siège du gouvernement, Romano Prodi a beaucoup téléphoné, mardi matin 14 octobre. Les premiers coups de fil furent pour Jacques Chirac et Lionel Jospin afin de leur faire connaître la bonne nouvelle : la crise était finie. Puis ce fut au tour du chancelier Helmut Kohl, de Tony Blair, de José María Aznar, d'Antonio Cuterres, de Valéry Giscard d'Estaing, et même de Benjamin Nétanyahou. « Cela me fait plaisir, a expliqué le président du conseil italien, que les collègues étrangers aient exprimé leur énorme satisfaction de voir que l'Italie est de nouveau prête pour l'Europe. »

Content, Romano Prodi l'était véritablement et c'est donc tout naturellement qu'il a téléphoné à ses homologues pour leur faire part de l'accord passé avec les néo-communistes et de son retour aux affaires. La mort dans l'âme, il avait été contraint de donner sa démission, jeudi 9 octobre, après avoir constaté qu'il ne disposait plus d'une majorité suffisante pour gouverner à la suite du « lâchage » de Fausto Bertinotti, secrétaire de Rifondazione comunista.

Après 514 jours à la tête du gouvernement, ce départ précipité avait laissé un goût amer au « professeur ». Il allait, certes, retrouver ses étudiants avec le sentiment d'avoir fait l'impossible pour éviter la rupture et avec la sensation du devoir accompli. Mais quel dommage de devoir partir alors que le but était pratiquement atteint ! Que les trois « R », qu'il s'était fixés pour objectifs étaient sur le point de devenir une réalité : *risanamento, riforma et ripresa* (assainissement, réformes et reprise). Devoir tout arrêter au moment où l'on s'appête à franchir un seuil laisse forcément un goût d'inachevé.

Ce sentiment, Romano Prodi se garde bien de l'afficher. Il n'est pas de ceux qui confient publiquement leurs états d'âme. Lorsqu'il a compris qu'il devrait rentrer chez lui, il s'est simplement pris la tête dans les mains sur les bancs du gouvernement à l'Assemblée. Pour Pierluigi Bersani, ministre de l'industrie, le président du conseil n'est pas « l'homme à s'accrocher coûte que coûte à son fauteuil », mais, malgré tout, il est des décrochages qui coûtent. « Je ne suis pas une girouette », a-t-il seulement surré et « je me sens comme un amant trahi ».

La constance, la parole donnée et la ténacité ont toujours été les points forts de cet homme à l'allure débonnaire, pour qui la fidélité à des conceptions clairement exprimées a valeur de dogme. Se réfrugant derrière un sourire jovial et ses lunettes de myope, il ne se laisse jamais piéger par les questions embarrassantes et explique inlassablement sa vision des choses avec le bon sens qui le caractérise.

BAPTISÉ « mortadelle à visage humain » par ses adversaires ou encore « tête carrée », Romano Prodi ne s'offusque pas, ne se met jamais en colère. Il continue son chemin dans la direction qu'il a tracée, ses yeux plissés de bouddha placide toujours fixés sur le cap. « Romano aura cinq ans en l'an 2001 », avait titré l'hebdomadaire *Panorama* après la victoire historique de la gauche aux élections du 21 avril 1996, prédisant ainsi une vie exceptionnellement longue au nouveau chef de gouvernement alors que le pays en a connu cinquante-quatre depuis 1945, soit une moyenne d'un tous les huit mois. Pourquoi ce petit homme qui ne paie pas de mine, ce « technicien prêt à la politique », selon sa propre formule, ce néophyte qui n'avait comme expérience en la matière qu'un siège de conseiller municipal démocrate-chrétien en 1964, pourrait-il battre tous les records de longévité ? Pourquoi lui, qui n'a pour le moment affronté qu'un seul scrutin, qui n'est pas un beau parleur et qui, même s'il a appris à être à l'aise à la télévision, n'a rien d'une bête électorale ?

D'emblée, les médias l'avaient qualifié d'« anti-Berlusconi ». Face au marketing redoutable du ma-



Rescapé de la crise politique italienne provoquée par le « lâchage » des communistes, Romano Prodi a retrouvé son siège de président du conseil. Surnommé le « Delors italien », ce démocrate-chrétien

rassembleur proche de ses compatriotes et fidèle à ses convictions, entend confirmer le cap résolument européen qu'il a fixé à son pays.

du conseil. Surnom. à le « Delors italien », ce démocrate-chrétien rassembleur, proche de ses compatriotes et fidèle à ses convictions, entend confirmer le cap résolument européen qu'il a fixé à son pays

gnat de la presse, il est venu, modeste, l'air timide, de sa chère Emilie-Romagne en disant : « Moi, je suis contre personne. Je suis simplement venu aider à reconstruire ce pays. » Il a choisi de faire campagne à contre-courant, dans un autobus aménagé avec lequel il a sillonné la péninsule pendant quatorze mois, pour être à l'écoute des gens. Un porte-à-porte méthodique pour connaître les réalités, les revendications, les grands et les petits problèmes de tout un chacun. Ce qu'il appelle « libérer les idées ».

Au début, personne n'a vraiment cru à celui qui apparaissait comme un dilettante égaré dans les campagnes pour sa tournée des « cent villes » avec pour devise « Romano Prodi, pour l'Italie que nous voulons ». Cette Italie qu'il souhaite « accompagner vers le troisième millénaire », il en prend le pouls dans toutes ses artères afin de connaître la couleur du sang qui y circule. Parce qu'aussi, « l'Italie a besoin d'affection ». Plus de la moitié des Italiens affirment ne pas le connaître. « Cela veut dire que l'autre moitié me connaît. Pour un type comme moi, c'est déjà remarquable », répond-il du tac au tac.

Romano Prodi est avant tout un grand commis de l'Etat, un économiste sérieux et tranquille, amoureux de sa ville, Bologne, proche de sa famille et appréciant les plaisirs simples. « Casa, chiesa e bicicletta » : la formule est un peu lapidaire, mais il est vrai que Romano Prodi est un catholique fervent, un adepte fidèle de la bicyclette et que sa famille est un point d'ancrage important. Ce fils d'ingénieur, né près de Reggio Emilia le 9 août 1939, a sept frères et sœurs avec lesquels il passe ses vacances dans la grande bâtisse familiale des Apennins. Mané, père de deux garçons, il a fait ses études à Milan, puis à la London School of Economics, avant de se rendre à Harvard en tant que « visiting professor ».

« Il professeur » ne commence véritablement à se frotter à la politique que lorsqu'il est, pendant cinq mois, en 1978-1979, ministre de l'industrie dans le cabinet de

Giulio Andreotti. Appelé à présider l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle) en 1982, c'est à ce poste de gérant du plus important conglomérat industriel italien qu'il se fera la main aux affaires publiques et fera valoir ses qualités de redresseur. En sept ans, le monstre étatique qui ne cessait de perdre de l'argent finit par en gagner, passant de plus de 3 000 milliards de lires de pertes à 1 260 milliards de bénéfices. Romano Prodi a si bien réussi qu'on le rappelle en 1993. Cette fois, il sera contraint de dégraisser la trop lourde machine en privatisant.

Ces années passées au contact d'une réalité difficile lui donnent des idées sur la manière dont il faut réformer le pays. Il les publie dans la revue *Micromega*, en août 1994. Ce sera le déclic. « Je n'ai pas levé le petit doigt. Lorsque j'ai vu que, de toutes parts - j'entends : de la gauche et surtout du centre - non berlusconien », arrivaient les sollicitations pour me pousser en politique, alors je me suis décidé. Non par calcul tactique, mais parce que j'ai pensé que l'alternance était enfin possible en Italie. Berlusconi a eu le mérite de « décongeler » la droite ; moi, je voulais « décongeler » la gauche. »

COMMENT procéder ? Il était évident que le PDS (Parti de la gauche démocratique), dont le symbole est pourtant le chêne, n'était pas assez fort pour résister à la droite. Il fallait y ajouter tous « les buissons alentour » parce que « les arbres, comme les hommes, peuvent vivre ensemble s'ils trouvent un terrain commun ». C'est ainsi qu'est née la coalition de l'Olivier, afin d'opposer un pôle d'une force égale à celui de la droite, le Pôle des libertés. Le fameux bipartisme cher à Romano Prodi a donc été lancé. Parce qu'il est, selon lui, l'unique remède à la fragmentation des partis qui, au temps de la démocratie chrétienne, ont fait valser les gouvernements en fonction des retournements d'alliances.

« Ce professeur paisible, civil, sympathique et compétent », selon la

définition de Massimo D'Alema, secrétaire du PDS, fera donc parfaitement l'affaire en tant que fédérateur des forces de gauche et du centre-gauche. « Imbécile utile », « cheval de Troie du grand capitalisme », ont lancé ses détracteurs contre cette « force tranquille » qui dit que le vélo est « le seul sport qui permette d'aller à son propre rythme ». Son moteur, c'est un choix qui répond à deux ingrédients essentiels : « Le cerveau et la solidarité. Le cerveau parce que le développement est lié à l'homme, et la solidarité parce que seuls vont de l'avant les pays qui savent mettre en

« Je me suis décidé [à entrer en politique] non par calcul tactique, mais parce que j'ai pensé que l'alternance était enfin possible en Italie. Berlusconi a eu le mérite de « décongeler » la droite ; moi, je voulais « décongeler » la gauche »

semble leurs forces pour un but commun. » Dans ces conditions, il n'est pas besoin de formules racoleuses pour attirer l'électeur. « La politique, c'est plus un problème de contenu que de slogans. » Pour lui, Silvio Berlusconi est un marchand du temple, un camelot « qui a semé beaucoup de rêves sans peut-être connaître la tristesse des gens ».

Romano Prodi sait quelquefois avoir la dent dure et le sens de l'humour. Il a vite appris l'art du sarcasme et de la rhétorique. Mélange rassurant de modération, de fermeté et de convictions, on a dit qu'il était un homme du passé, un démocrate-chrétien attardé, pétri de catholicisme social dont le modèle était Giuseppe Dossetti, le fondateur du courant de gauche au sein de la démocratie chrétienne, lequel a fini par rentrer dans les ordres. « Chrétien, je le suis profondément, reconnaît-il, mais ces dernières années, il était difficile de trouver quelqu'un qui vous inspire vraiment. » Excepté Jacques Delors,

qui « peut être une source d'inspiration en raison de sa culture chrétienne et par la force et l'équilibre de son parcours ».

Le « Delors italien », comme il a été surnommé, a, lui, relevé le défi et s'est engagé jusqu'au bout. Sans renier sa filiation de démocrate-chrétien, sans renoncer jamais aux valeurs qui sous-tendent son action, ce « recyclé » de la première République, comme l'ont épinglé ses opposants, parvient à devenir le point de ralliement de l'Olivier et à insuffler ses élans et sa rigueur. Lorsqu'en décembre 1995 il présente, à Rome, ses 88 thèses, Ro-

quement, patiemment, il s'attelle à son ouvrage, ne masquant rien, expliquant tout. Et ça passe ! Les Italiens le suivent sans grogner. Parce qu'il a convaincu, parce qu'il sait convaincre par sa spontanéité, sa simplicité, en utilisant le langage de tous les jours.

La grande force de cet Italien moyen devenu pourfendeur des belles phrases et des romances politiques est, en effet, cette étonnante simplicité. Le dimanche, il redevient comme tout le monde, un citoyen qui va à la messe, fait du jogging, du vélo et reçoit ses amis autour d'une bonne table, dans cette Emilie-Romagne accueillante et souriante. A Bologne « la rouge », le fondateur du centre d'études Nomisma, cet homme sans prétentions, fait figure de symbole de la réconciliation dans un pays figé par cinquante ans de démocratie chrétienne et arc-bouté par autant d'années de lutte contre l'épouvantail communiste. Visage rassurant, il relèvera le défi impossible et établira le trait d'union qui fera triompher la gauche. En établissant le consensus, le compromis indispensable, ce politicien atypique sera finalement le sésame.

Pourquoi ? Parce qu'il est un homme de parole qui, dès le départ, a dit : « Je suis descendu sur le terrain pour construire et non pour détruire ». Un exemple de la fidélité à ses engagements : il a à peine quitté ses fonctions de président de l'IRI qu'il s'en va à vélo, avec quatre amis, jusqu'à Saint-Jacques-de-Compostelle. Plus de huit cents kilomètres pour exaucer un vœu. Après la chute du gouvernement de Silvio Berlusconi, son nom avait déjà été avancé par le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, afin de trouver une solution à la crise. « Scalfaro m'a utilisé comme un chien de garde en disant : « Si vous ne vous mettez pas d'accord, je lâche Prodi pour qu'il montre les dents. » Il ne sera lâché que plus tard, après l'intermède du gouvernement de Lamberto Dini. Depuis, on a pu constater que sa dentition était effectivement solide.

Michel Bôle-Richard